

Turquie : tenter de comprendre Ergenekon

mercredi 13 avril 2011, par [Ariane Bonzon](#)

Ankara vit au rythme des « révélations » sur cette nébuleuse censée fomenter des coups d'Etat. Les « puissants » d'hier, les militaires et membres de l'establishment kémaliste (républicains laïcs), sont dans l'œil du cyclone judiciaire turc.

Depuis quatre ans, les Turcs vivent au rythme éprouvant de l'« Affaire Ergenekon » [1]. Un terme quasi générique qui recouvre tout à la fois des actions subversives, des tentatives de coup d'Etat et des complots qui auraient été fomentés, depuis des années, par une nébuleuse ultranationaliste composée de membres des services secrets, de militaires putchistes, d'activistes d'extrême droite et de mafieux.

Cette nébuleuse, dont le nom de code serait Ergenekon, aurait constitué un « Etat dans l'Etat » : les Turcs parlent d'ailleurs d'« Etat profond » pour la qualifier. Depuis 2007, une série de révélations, près de 500 arrestations et détentions préventives ainsi que le lancement de nombreuses procédures sont censées faire la lumière sur le rôle de cette nébuleuse.

Pinar Dogan raconte qu'au début, quand les premières arrestations ont eu lieu, elle avait « l'espoir comme une majorité de Turcs, qu'on allait enfin connaître la vérité sur les injustices, les disparitions et les assassinats perpétrés pendant toutes les années noires (les années 1980) qu'a vécus la Turquie et qu'on allait enfin savoir, par exemple, quels étaient les liens qu'entretenait l'armée avec les escadrons de la mort ».

Mais pour cette jeune femme brune de 34 ans, qui vit à Harvard où elle enseigne l'économie, tout a changé un jour de février 2010 : lorsqu'elle apprend l'arrestation de son père, Cetin Dogan, un amiral à la retraite, lui-même accusé d'avoir fomenté un de ces complots d'Ergenekon : le plan « Bayloz » (« coup de massue »).

Un mois auparavant, le journaliste Mehmet Barancu, jusque-là peu connu, avait révélé l'existence du plan « Coup de massue » dans le quotidien libéral *Taraf*, en publiant certains extraits de milliers de documents, de 10 cassettes audio et de 19 CD qui lui auraient été « remis » dans une valise.

Le complot « Coup de massue »

Selon ces révélations, certains membres de la Marine turque auraient prévu, entre autres, de bombarder deux des plus grandes mosquées d'Istanbul, de fermer des ONG, d'arrêter des milliers de personnes et d'abattre un avion de combat turc en mer Egée en attribuant l'action à l'armée grecque. Le chaos qui s'en serait suivi dans le pays aurait entraîné la chute du gouvernement islamo-conservateur AKP, incapable de défendre la population. Ce scénario « Coup de massue » aurait même fait l'objet d'une « répétition générale », un « war game » selon l'armée, durant un séminaire organisé et enregistré sous les ordres de l'amiral Cetin Dogan en mars 2003 au Quartier général de la Marine.

Pinar Dogan est sous le choc.

« Mon père est un laïc convaincu, il n'a jamais caché qu'il n'appréciait pas l'AKP, mais de là à imaginer bombarder des mosquées pour renverser le gouvernement, c'est impossible ! Je connais mon père. »

Dès qu'elle peut avoir accès au dossier, soutenue par son mari Dani Rodrik, elle épluche alors les 1.000 pages du réquisitoire et les 30.000 d'annexes. Tous deux passent nuits et jours à vérifier les informations contenues dans le dossier d'accusation. Ils se focalisent, très vite, sur le CD n°11 dont le contenu fonde le

réquisitoire. Et là, « second choc » pour Pinar Dogan :

« *On se rend compte que c'est un faux !* »

Un faux, « champ de mines pour les journalistes »

Au terme de leur recherche, les deux jeunes gens réalisent que certains noms, certains titres ou postes évoqués par ceux-là mêmes censés les détenir ne correspondent pas à la réalité de 2003, que certaines des personnes supposées être en Turquie sont en vérité à l'étranger à l'époque.

En décembre 2010, le jeune couple s'envole pour Istanbul. Il vient expliquer aux journalistes turcs que le CD n°11 est un faux, qu'il a été « fabriqué en 2009 au plus tôt ». Sur les plateaux de télévision, la gêne des présentateurs est perceptible. « Presqu'à chaque fois, raconte Pinar Dogan, nous nous heurtons à un mur. Certains journalistes turcs se rendent bien compte qu'il y a quelque chose qui ne va pas, mais ils ont peur des représailles s'ils dénoncent ce faux. » Ce que l'un d'entre eux, qui n'est pourtant pas un « bleu », confirme :

« *C'est un champ de mines pour les journalistes qui y mettent les pieds.* »

Dans le cadre du seul plan « Coup de massue », un parmi les nombreux complots d'Ergenekon, 163 suspects sont actuellement en détention préventive. Pinar Dogan et Dani Rodrik ont rédigé un document très didactique dans lequel ils exposent le résultat troublant de leurs vérifications, en défense de leur père et beau-père.

Si les documents sur lesquels l'accusation se base s'avéraient effectivement fabriqués, on peut alors s'interroger sur l'amateurisme de ceux qui les ont conçus et sur la myopie des procureurs qui ont, malgré cela, maintenu les suspects en détention préventive.

Deux nouveaux alliés de l'AKP

Ce qui en revanche ne fait aucun doute, c'est que ces révélations et procédures constituent une nouvelle étape de la lutte sans merci entre le courant musulman-démocrate au pouvoir avec l'AKP, qui a lancé l'affaire Ergenekon, et l'establishment militaro-laïc-nationaliste, dans l'opposition, dont les membres les plus extrémistes peuvent appartenir à la nébuleuse.

Dans cette lutte contre ses adversaires, et plus précisément dans son nouveau volet qu'est l'affaire Ergenekon, le gouvernement de l'AKP peut désormais compter sur deux récents alliés de poids.

La police d'abord. Celle-ci est désormais en grande partie composée de sympathisants du mouvement [Gülen](#). Ce mouvement religieux que certains qualifient de « néo-confrérie » constitue un soutien essentiel de l'AKP dans la société civile. En Turquie et à l'étranger, l'AKP du Premier ministre Tayyip Erdogan, pour la première fois seul au pouvoir, peut compter sur les nombreux réseaux Gülen et marginaliser ainsi les canaux traditionnels, étatiques ou privés, du camp adverse qui s'est souvent considéré comme l'unique détenteur légitime de la république turque. Pour l'enquête Ergenekon, le rôle des sympathisants Gülen au sein de la police est décisif.

Second nouvel allié de poids pour l'AKP : la justice. Celle-ci est désormais plus en phase avec la nouvelle majorité politique islamo-conservatrice. Les sympathisants du mouvement Gülen y sont également présents. Jusqu'ici, la hiérarchie judiciaire était un bastion de l'establishment laïc, bras civil de la lutte de l'armée contre les « ennemis de l'intérieur » (islamistes, extrême gauche, kurdes). En septembre 2010, la réforme constitutionnelle a modifié sa composition. Un certain nombre de haut magistrats sont désormais élus soit par des juges d'instance, plus proches de l'AKP, soit par le Parlement dominé par l'AKP. « *Nonobstant les bavures judiciaires, ces procureurs et juges sont des pionniers qui défrichent un terrain*

miné tandis que l'appareil d'Etat se défend de toutes ses forces », considère la juriste turque Füsün Turkmen.

La peur a changé de camp

Avec Ergenekon, la peur a changé de camp. Pendant des années, ce furent les islamistes, l'extrême gauche et les militants kurdes qui subissaient gardes à vue abusives, détentions préventives attentatoires à la liberté, procédures expéditives et bavures judiciaires dont la justice turque n'est pas chiche. Désormais, ce sont les « puissants » d'hier, les militaires et membres de l'establishment kémaliste (républicains laïcs) qui sont dans l'œil du cyclone judiciaire turc et en subissent les dysfonctionnements.

Parmi ceux qui ont été arrêtés, il ne fait aucun doute qu'on trouve des racistes, des tortionnaires et des assassins -mais également des dirigeants d'associations laïques poursuivies pour leurs idées. Le maintien en détention, confirmé jeudi 17 mars, de deux journalistes turcs, dont l'un enquêtait sur l'influence du mouvement Gülen dans la police et l'appareil d'Etat soulève l'indignation. Et certains intellectuels libéraux turcs commencent à douter.

Du côté du mouvement Gülen, on avance qu'[Ahmet Sik](#), l'un des deux journalistes arrêtés récemment, fait le jeu du camp adverse : « Avec ses recherches, Ahmet Sik veut faire porter la responsabilité de l'assassinat du journaliste arménien Hrant Dink (en 2007) à la police et dédouaner ainsi Ergenekon d'une partie de sa responsabilité », explique un responsable du mouvement.

Au Parlement de Strasbourg, lundi 7 mars, plusieurs députés européens exprimaient également leur désarroi et leurs doutes face à la complexité de l'affaire Ergenekon. « *Distinguer précisément entre les éléments solides du dossier -car je pense qu'il y en a tout de même !- et les règlements de compte est un exercice que les plus fins connaisseurs du pays ne sont toujours pas parvenus à réaliser* », confie un haut fonctionnaire européen en charge du dossier Turquie à Bruxelles.

« *Cela prendra peut-être dix ans mais on ira jusqu'au bout car ces gens-là (l'establishment militaro-laïc-républicain, NDLR) nous ont sucé le sang comme des sangsues, explique un responsable du mouvement Gülen, proche de l'AKP, ils nous ont écrasés pendant des années !* » Sous couvert d'anonymat, un intellectuel proche du mouvement Gülen s'inquiète pourtant :

« *Les hommes qui sont au pouvoir aujourd'hui en Turquie ont été des victimes trop longtemps ; ils en ont beaucoup bavé. Alors le risque existe qu'ils aillent trop vite et que la vengeance l'emporte sur la justice.* »

[Article publié sur Slate.fr](#)

Sources

Source : Slate.fr, le 31/03/2011

Notes

[1] Ergenekon est le nom d'une vallée mythique des montagnes du fin fond d'Asie centrale dont seraient originaires les tribus turques. C'est une référence forte pour les ultra-nationalistes turcs.